

18/02/2010 17:39:00

Bébé enlevé: urgence pour les bracelets GPS/conjoints violents (association)

PARIS, 18 fév 2010 (AFP) - L'association de défense des victimes "Institut pour la justice" a estimé jeudi que l'affaire de Fontenay-sous-Bois attestait de l'urgence à "recourir au bracelet électronique GPS pour lutter contre les violences faites aux femmes".

"Il est temps pour le gouvernement et pour les députés de voter cette mesure", écrit l'association dans un communiqué, rappelant que l'Assemblée nationale doit examiner le 25 février une proposition de loi sur les violences faites aux femmes.

Le Premier ministre, François Fillon, avait déclaré fin novembre vouloir tester début 2010 ce type de bracelet électronique pour contrôler les conjoints violents, "sur la base de l'exemple espagnol".

La secrétaire d'Etat à la Famille, Nadine Morano, avait précisé qu'il serait expérimenté dans deux ou trois départements.

En Espagne, ce dispositif concerne 12.000 femmes victimes. Concrètement, le conjoint violent est muni d'un bracelet électronique et la victime dotée d'un boîtier, qui sonne si son agresseur approche de trop près son domicile ou son lieu de travail. Ce boîtier est également muni d'un dispositif lui permettant d'alerter la police dès qu'elle est menacée.

Le père du petit Ibrahim, pour lequel le plan Alerte Enlèvement avait été déclenché mardi, a avoué mercredi avoir tué la mère de l'enfant, son ancienne compagne, dont le corps avait été retrouvé la veille à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

Les proches de la victime affirment qu'elle a alerté en vain pendant six mois la police et la justice des menaces de mort de son ancien compagnon.

at/mm/ei